

Belgique : la grève générale ne se décrète pas, mais elle se construit

La coalition gouvernementale est clairement ancrée dans une politique réactionnaire. Elle entend remettre en cause les droits des travailleurs et travailleuses dans de nombreux domaines (retraite, protection sociale, salaires, temps de travail, indemnités, ...) et pour cela veut affaiblir le mouvement syndical. Deux projets sont particulièrement mis en avant : le premier concerne la mise en place d'un « **service minimum** » en cas de grève dans les chemins de fer ; le second consiste à **retirer aux organisations syndicales le versement de diverses allocations**, dont celles pour chômage. Cette disposition n'est pas pour rien dans le pourcentage considérable de syndiqué-es en Belgique ; certes, cela ne correspond pas au modèle syndical dont nous nous réclamons, mais le projet s'inscrit clairement dans une remise en cause des droits syndicaux et d'affaiblissement du mouvement syndical.

Des grèves locales durent parfois longtemps ; très longtemps même à l'exemple des nettoyeurs à l'atelier SNCB de Schaerbeek qui sont en grève depuis ... le 21 août. Une délégation de la fédération SUD-Rail les a rencontrés et leur a remis un soutien financier de 1 000 euros.

Mi-octobre, les trois confédérations syndicales belges, FGTB, CSC et CGLSB ont adopté un plan de mobilisation dans la durée : manifestations régionales, grèves sectorielles, manifestation de plus de 100 000 personnes à Bruxelles début novembre, grèves régionales, pour aboutir à une **journée de grève générale le 15 décembre**. Elles ont prévu de redémarrer les actions tout début janvier, si le gouvernement maintient ses projets. **Le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base** a publié un communiqué de soutien au mouvement de grève du 15 décembre ; de même pour Solidaires. L'initiative européenne du 19 décembre prend, localement, un sens particulier, dans ce contexte.

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base
Estado español/Estad español/España/Italia, Estatuari, Eizabeta, Italia, Suisse/Schweiz/Svizzera, France, Deutschland, Polska, Belgique/België/Belgien ...

Soutien à la grève générale Du 15 décembre en Belgique

La coalition gouvernementale belge est clairement ancrée dans une politique réactionnaire. Elle entend remettre en cause les droits des travailleurs et travailleuses dans de nombreux domaines (retraite, protection sociale, salaires, temps de travail, indemnités, ...) et pour cela veut affaiblir le mouvement syndical (remise en cause du droit de grève, du rôle des organisations syndicales, etc.).

Mi-octobre, les trois confédérations syndicales belges, FGTB, CSC et CGLSB ont adopté un plan de mobilisation dans la durée : manifestations régionales, grèves sectorielles, manifestation de plus de 100 000 personnes à Bruxelles début novembre, grèves régionales, pour aboutir à une journée de grève générale le 15 décembre. Elles ont prévu de redémarrer les actions tout début janvier, si le gouvernement maintient ses projets.

Les organisations membres du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base soutiennent la grève générale qui aura lieu en Belgique le 15 décembre et assurent de leur solidarité tous les travailleurs et les travailleuses de Belgique qui y participeront.

De puissantes manifestations et d'importantes grèves interprofessionnelles ou sectorielles ont eu lieu ces dernières semaines en Belgique, mais aussi dans plusieurs pays européens.

Unifions le syndicalisme de luttés, coordonnons nos actions au-delà des frontières ! Ensemble, nous sommes plus forts !

Europe : encerclement du Conseil européen à Bruxelles, le 19 décembre

Cette proposition d'action fait suite à deux initiatives de ce type qui ont eu lieu : l'année dernière à la même époque et au même endroit contre le Conseil européen, et au printemps lors de l'encerclement du *European Business Summit*, assemblée du patronat européen. Dans les deux cas, les objectifs étaient la dénonciation des politiques d'austérité et l'absence de démocratie en Europe et la négociation secrète et sous pression des lobbys des accords de libre échange (CETA, TISA, TAFTA), deux questions qui sont toujours d'actualité. La Belgique mais aussi la France et l'Italie sont particulièrement visées par les injonctions européennes sur la question des déficits et des réformes pour la compétitivité avec la complicité des gouvernements de ces Etats. Après la journée européenne du 11 octobre, le mouvement contre les accords de libre-échange continuent dans différents pays. Cette initiative est une nouvelle occasion de mettre la pression sur les institutions européennes et de peser aussi pour que le CETA (l'accord UE-Canada) ne soit pas adopté puis ratifié et ne serve de rampe de lancement pour l'accord avec les États-Unis (TAFTA). Les mouvements belges appellent donc leurs partenaires en Europe à les rejoindre pour cela. **La coalition d'organisations « D19-20 » prévoit l'encerclement du bâtiment où se tiendra le Conseil à partir de 7 heures le 19 au matin et une manifestation à partir de 10 heures**. Les organisations du réseau européen des syndicats alternatifs et de base formeront un cortège commun, coordonné sur place par les camarades de l'USE/FGTB.



Etat espagnol : misère, corruption, répression et résistances sociales

Dans un pays où la misère est endémique, voici un tour d'horizon sur la réalité des résistances sociales outre-Pyrénées marquées par une répression étatique qui rappelle les heures sombres du franquisme.

Une pauvreté qui ne cesse de croître. Quelques chiffres, selon une enquête récente de l'UNICEF : 30% des enfants (environ 3 millions de personnes) vivraient sous le seuil de pauvreté, plaçant l'Espagne en troisième position des pays de l'UE et de l'OCDE aux taux les plus élevés de misère infantile. Plus de 52% des jeunes (890 000) ne travaillent pas et ne reçoivent aucune aide ou indemnité. Les personnes dépendantes (troisième âge et handicapé-e-s) sont abandonnées à leurs sorts et 150 000 d'entre elles se sont vues retirer, récemment, tout type de prestations sociales). Selon une autre enquête commandée par l'OXFAM : les 20 personnes les plus riches du pays posséderaient l'équivalent des 14 millions les plus pauvres.

Une corruption qui atteint des sommets, avec mi-octobre 2014, une grande opération "mains propres" à l'encontre de dizaines de Maires (essentiellement du Partido Popular -PP- au pouvoir mais aussi du Parti Socialiste, le PSOE). Parmi eux : Le numéro 2 du PP à Madrid, ainsi que le Président de la Région du Léon. Les personnes arrêtées sont accusées d'avoir détourné 250 millions d'euros, ils sont poursuivis pour : blanchiment d'argent, falsification de documents, délits d'initiés, trafics d'influence et le réseau d'organisation criminelle. Un scandale de plus qui salit la classe politique au point que Rajoy, le chef de gouvernement, a présenté au peuple espagnol ses excuses. Une réalité qui jette un peu plus encore un discrédit déjà profond sur les partis institutionnels.

Le mouvement féministe reste mobilisé sur la question du droit à l'avortement libre et gratuit. Le projet de loi remettant en cause ce droit a certes été abandonné par le gouvernement, les organisations impliquées dans cette campagne restent vigilantes. Pour rappel : ce projet, modifiant la précédente loi adoptée en 2010 par le gouvernement socialiste, proposait de réduire considérablement le droit d'avorter en Espagne, qui autorise actuellement l'avortement jusqu'à quatorze semaines de grossesse pour toutes les femmes. Le projet ne permettait ainsi de recourir à une interruption volontaire de grossesse (IVG) que dans deux cas : le viol, attesté par un dépôt de plainte ; ou « un risque durable ou permanent » pour la santé physique ou psychique de la mère, certifié par deux psychiatres. La malformation du fœtus n'était plus considérée comme un motif valable. **Une victoire donc pour le droit des femmes,** d'autant bienvenue que le mouvement féministe ibérique a retrouvé une certaine vigueur grâce à la mobilisation avec l'arrivée d'une nouvelle génération de militantes et la création (ou réactivation) dans de nombreuses villes de collectifs unitaires féministes.

Un mouvement social et syndical espagnol attaqué de plein fouet par une vague répressive sans précédent. Un réseau solidaire anti-répression a été mis en place à l'initiative de plusieurs syndicats de lutte de classe de la péninsule (CGT, LAB, CUT, Solidaridad Obrera, Confédération Intersindical, ASSI, syndicats de base asturien et galicien). Une tournée de meetings et réunions publiques a déjà eu lieu avec une conclusion de cette tournée à Saragosse le 27 octobre. Dans le guide anti-répression présentant cette tournée, on peut y lire des chiffres qui donnent le vertige : « il y a des dizaines de milliers de personnes avec des amendes à payer, plus de mille personnes encore poursuivies et des centaines avec des menaces de prison ferme ». L'essentiel des personnes inquiété-es par la Justice le sont pour participation à des faits de grève datant de l'année 2012 (grève des mineurs asturiens lors de l'été 2012 ou des différentes journées de grève générale en 2012 mais aussi actions anti-expulsions dans le cadre du mouvement *Stop desahucios*). Le simple fait de participer en tant que soutien à un piquet de grève devient aussi un délit et des personnes sont poursuivies pour ce motif.

Le samedi 24 novembre ont eu lieu dans des dizaines de villes espagnoles des rassemblements et manifestations dans le cadre de cette campagne unitaire anti-répression. D'autres journées d'action sont déjà prévues courant 2015. La réalité de cette vague répressive est telle qu'Irène de la Cuerda (secrétaire à l'Action sociale de la CGT espagnole) parle de « **fascisation du régime** ». La Commission internationale de Solidaires proposera début 2015 un tract sur ce thème avec une invitation aux Solidaires locaux afin qu'ils organisent des **rassemblements coordonnés sur tout le territoire devant les consulats espagnols**.



Au niveau des mobilisations quelques éléments sont à détacher : Dans la semaine du 24 au 29 novembre 2014, un appel à mobilisation a été lancé pour organiser à travers tout le pays des **Marches de la dignité**. Nos partenaires (CGT, Intersindical, Solidaridad Obrera) s'inscrivent pleinement dans cette campagne. Les mots d'ordre : « Pour le droit à un emploi et un logement dignes, contre la précarité, le chômage, la corruption, la répression et les violences à l'encontre des Femmes ». Enfin, une pétition initiée par un **collectif unitaire contre le TAFTA** a recueilli près d'un million de signatures.

Amnesty international : 10 jours pour signer !

Agissons avec Amnesty International pour changer la vie de personnes en danger, pendant les 10 jours pour signer! Chaque année autour du 10 décembre - journée internationale des droits de l'homme - des citoyen-nes du monde entier se mobilisent en faveur de personnes en danger en faisant pression sur les auteurs de violations de droits humains. Ces « 10 jours pour signer », rappellent aux auteurs de violences que le monde garde les yeux ouverts sur leurs agissements, que leurs crimes ne resteront pas impunis et pour rappeler aux victimes et à leurs familles qu'on ne les oublie pas.



Des vies changées ! Lors de l'édition 2013 des « 10 jours pour signer », des milliers de personnes se sont mobilisées dans 80 pays. Bilan : 2, 3 millions de signatures, qui ont permis la libération de prisonniers d'opinion : Yorm Bopha, militante du droit au logement, libérée le 22 novembre 2013, au Cambodge ; 3 manifestants de Bolotnaïa, Vladimir Akimenkov, Leonid Koviazin et Nikolay Kavkazsky, libérés le 17 décembre 2013 en Russie ; Tun Aung, en Birmanie a bénéficié d'une remise de peine de 10 ans le 30 janvier 2014 ; Jabeur Mejri, emprisonné pour des messages sur les réseaux sociaux, libéré le 4 mars 2014, Tunisie ; Nguyen Tien Trung, blogueur et militant pro-démocratie au Vietnam, libéré le 12 avril 2014.

www.10journspoursigner.org www.amnesty.fr

Tunisie : très forte grève dans l'enseignement secondaire

A l'appel du syndicat général de l'enseignement secondaire de l'UGTT, le personnel est parti en grève reconductible, le 8 décembre, à près de 100%. C'est la conséquence de l'épreuve de forces décidée par le gouvernement, après la précédente grève de nos camarades, les 27 et 28 novembre. **Le gouvernement tunisien a tenté de discréditer le mouvement de grève et les grévistes, notamment en utilisant la presse ; nous connaissons bien ces méthodes, très prisées des gouvernements de tous les pays ! Face à l'énorme réussite du mouvement, le gouvernement a concédé des négociations qu'il rejetait jusque là. Le 8 au soir, l'UGTT a alors suspendu la grève.**

Par delà les frontières des Etats, la solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses est une nécessité ; c'est aussi une réalité, à travers le syndicalisme internationaliste que défend et pratique l'Union syndicale Solidaires et bien d'autres forces syndicales dans le monde. Avec les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, la fédération SUD éducation a salué la grève des camarades de l'UGTT.

Nous soutenons la grève de nos camarades de l'UGTT

La fédération des syndicats SUD éducation soutient pleinement la grève décidée par nos camarades du syndicat général de l'enseignement secondaire de l'UGTT.

Ainsi, en Tunisie, le personnel de l'enseignement secondaire sera donc en grève à compter du 8 décembre. C'est la conséquence de l'épreuve de forces décidée par le gouvernement, après la précédente grève de nos camarades, les 27 et 28 novembre.

Le gouvernement tunisien tente de discréditer le mouvement de grève et les grévistes, notamment en utilisant la presse ; nous connaissons bien ces méthodes, largement utilisées par les gouvernements de tous les pays !

Par delà les frontières des Etats, la solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses est une nécessité ; c'est aussi une réalité, à travers le syndicalisme internationaliste que défend et pratique l'Union syndicale Solidaires et bien d'autres forces syndicales dans le monde.

Avec les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, la fédération des syndicats SUD éducation salue la grève des camarades de l'UGTT et la fait connaître en France et auprès de nos partenaires syndicaux d'autres pays.

Grèce : grèves de la faim, révoltes et manifestations...

Nikos Romanos, anarchiste de 21 ans, était en grève de la faim depuis le 10 novembre dernier pour l'obtention des sorties d'études. Etant en prison, il a passé le concours d'entrée à l'université, mais les autorités lui refusent obstinément les permissions de sorties que le droit prévoit pour les prisonniers-étudiants. Hospitalisé depuis plusieurs jours, le seuil critique pour l'arrivée des dommages irréparables semble franchi.

6 décembre 2008 : Alexandros Gregoropoulos tombe mort sous les balles d'un policier. Il laisse son dernier souffle dans les bras de son ami, Nikos Romanos. Des émeutes insurrectionnelles éclatent d'abord à Athènes, dans une ampleur inimaginable pour une métropole occidentale, puis partout en Grèce. Décembre 2008 sera un mois de révolte [...] **Aujourd'hui, à quelques jours de l'anniversaire de la mort d'Alexandros Gregoropoulos, les autorités grecques semblent déterminées à « sacrifier » d'autres vies pour maintenir l'ordre.** Alors que la Troïka réclame un énième prolongement du mémorandum (de 6 mois) assortis de mesures supplémentaires, la succes story du gouvernement tombe à l'eau. La tactique est bien connue : il faut détourner l'attention de « l'opinion publique » vers autre chose, et le plus souvent vers la démonstration sécuritaire d'un pouvoir viril qui maintient l'ordre à tout prix. **Les manifestations de solidarité se succèdent, à Athènes et dans d'autres villes grecques. Le soutien international se développe. Le 10 décembre, le gouvernement a reculé et Nikos cessé sa grève de la faim.**

Mais Nikos Romanos n'est pas seul. Par solidarité avec son camarade, Yannis Michailidis avait également entamé une grève de faim et se trouve actuellement hospitalisé. Depuis le 19 novembre des réfugiés syriens et syriennes occupent la place de Syntagma devant le parlement grec. Depuis quelques jours un certain nombre a également entamé une grève de la faim pour demander l'asile politique et des documents de voyage.



Syrie : poursuivons et amplifions le soutien au peuple syrien !

Début 2011, dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, a commencé en Syrie une révolution populaire pour la liberté, la dignité et la justice sociale. Celle-ci a immédiatement subi une répression implacable de la part du régime en place : à ce jour 200 000 personnes ont été tuées (sur une population totale de 21 millions !), et environ 40 % des Syrien-ne-s ont été contraint-e-s de fuir hors de leur région d'origine ou de leur pays.



La situation du camp palestinien de Yarmouk témoigne à elle seule du tragique de la situation : ses occupant-e-s sont en train d'y mourir de faim et de maladie suite à son encerclement par les troupes d'Assad et les forces liées à elles. A partir de 2012, la révolution syrienne a dû également subir les exactions croissantes des milices islamistes, dont certaines combattent aujourd'hui sous le drapeau de Daesh ou de la branche locale d'Al-Quaïda.

Face à cette double offensive, la population syrienne a plus que jamais besoin de la solidarité internationale. **C'est la raison pour laquelle l'Union syndicale Solidaires participe en France à diverses initiatives, dont celles du Comité de soutien au peuple Syrien (CSPS) et du CODSSY.**

Le CSPS est issu d'un appel en 2012, qui n'a rien perdu de son actualité. Des militantes et militants de la solidarité internationale en France, des associations et organisations diverses se sont rassemblés pour exiger des gouvernements et des Nations Unies la mise en œuvre de moyens de secours pour la population syrienne, pour expliquer à la population française la situation en Syrie et la nécessité de secours, pour collecter des moyens financiers et appeler à la constitution de collectifs locaux. Le CODSSY (Collectif de Développement et de Secours Syrien) regroupe des associations syriennes. Il travaille en partenariat avec le CSPS. Le CODSSY fait de la promotion de la démocratie en Syrie une priorité et s'appuie sur une éthique de travail basée sur la viabilité des projets, la transparence et la promotion de la coopération, coordonnant ses activités avec des acteurs locaux qui partagent ses valeurs et sa vision, comme les Conseils civils locaux, pluralistes et inclusifs qui administrent les localités en lieu et place des Conseils municipaux dans les zones désertées par l'Etat. Ces Conseils fournissent notamment des services publics aux habitants, incluant de l'aide alimentaire et médicale.

Dans les semaines et mois qui viennent, l'Union syndicale Solidaires :

- Continuera de mettre à disposition des informations sur la situation en Syrie et les initiatives de solidarité.
- Proposera aux différentes structures d'inviter dans leurs réunions des représentant-es du mouvement de soutien à la population syrienne pour débattre de la situation et des actions possibles. Un débat pourrait par exemple avoir lieu au Comité national d'avril.
- Renouvellera le soutien financier fourni à CODSSY en 2013 (cf. rapport annuel de CODSSY cité plus haut).
- Confirme sa disponibilité pour répondre positivement à la demande de rencontre du CSPS, en bilatérale et/ou en intersyndicale.
- Appuiera dans le cadre du FSM 2015 les demandes des organisations s'opposant à la fois au régime syrien ET aux forces islamistes, comme nous l'avions déjà fait en 2013 en permettant notamment leur présence dans les débats et les manifestations.

www.secourssyrie.free.fr www.codssy.org

Syndicalisme international : la note de la commission Solidaires

Dans une récente note journalière Solidaires figurait l'information de la commission internationale issue de notre dernière réunion : réseaux européen et international, prochaines manifestations (Contre-sommet européen, Forum Social Mondial, Blockupy,...), situation dans plusieurs pays, coordination par secteur professionnel, etc., tout cela est disponible !

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html